

## 75.01.01 Dotation Nouveaux et Jeunes Agriculteurs (DNJA) pour les Jeunes Agriculteurs

<b>1. Base réglementaire PSN</b>	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Aide à l'installation du jeune agriculteur
Base réglementaire : article du PSN	Article 75.01 Aides à l'installation du jeune agriculteur
Intitulé dispositif régional NAQ	<b>Dotation et Nouveaux et Jeunes Agriculteurs (DNJA) pour les Jeunes Agriculteurs</b>
Indicateurs de résultats associés	R.36 – Renouvellement générationnel : Nombre de jeunes agriculteurs s'installant avec le soutien de la PAC
Indicateurs de réalisation associés	O.25 Nombre de jeunes agriculteurs recevant une aide à l'installation
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	Aider les futurs chefs d'exploitation qui s'engagent dans un projet viable et agro-écologique, sur la base d'un projet d'installation établi sur 4 ans.
Date indicative de démarrage du dispositif	Juin 2023 Le premier semestre 2023 sera couvert par la programmation du RDR3.
<b>2. Eligibilité</b>	
Conditions d'éligibilité du bénéficiaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Être âgé de plus de 18 ans et de moins de 41 ans,</li> <li>- Être titulaire d'un diplôme, titre ou certificat agricole de niveau 4 ou supérieur (Bac pro, BPREA, etc.),</li> <li>- Ou titulaire d'un diplôme titre ou certificat de niveau 4 ou supérieur, quelle que soit la spécialité ET prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois dernières années,</li> <li>- Ne jamais avoir été affilié à la MSA en tant que chef d'exploitation (une dérogation peut être accordée par l'Autorité de Gestion pour celui qui est affilié à la MSA pour la 1<sup>ère</sup> fois comme chef d'exploitation depuis moins de 3 ans),</li> <li>- Ne jamais avoir bénéficié de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) ou DNJA,</li> <li>- En cas d'installation en société, détenir au moins 10% des parts sociales.</li> </ul> <p>Ces conditions sont vérifiées à la date de la demande d'aide.</p> <p>Engagement : S'affilier comme chef d'exploitation au plus tard dans les 6 mois après l'attribution de l'aide et être toujours chef d'exploitation 4 ans après l'attribution de l'aide. Cette condition est vérifiée à la demande de paiement de l'acompte et du solde. En cas de non-respect, une déchéance totale de l'aide est prononcée.</p>
Conditions d'éligibilité du projet	Présenter un projet d'installation sur 4 ans viable et agro écologique, s'appuyant sur une étude économique et son rendu de moins de 1 an élaborée par une structure sélectionnée dans le cadre de l'appel à projet régional, permettant de dégager un SMIC en dernière année d'engagement.

	<p>Cette condition est vérifiée à la date de la demande d'aide.</p> <p>Engagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'installer dans une exploitation dont le siège social est en Nouvelle-Aquitaine. Cette condition est vérifiée à la demande de paiement de l'acompte et du solde. En cas de non-respect, une déchéance totale de l'aide est prononcée.</li> <li>- S'engager lors de la demande d'aide à ce que l'exploitation bénéficie de l'éco-régime de niveau supérieur ou spécifique Agriculture Biologique au titre du premier pilier de la PAC, ou soit certifiée ou en conversion AB sur 97% de la SAU (surface agricole utile), ou soit certifiée HVE <u>ou une autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise</u>, en année 4 d'engagement. Cette condition est vérifiée au moment du paiement du solde. En cas de non-respect, une déchéance de 20% de l'aide est prononcée. Sont exonérés de cet engagement les projets d'installation sans SAU reposant exclusivement sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'élevage en estive,</li> <li>- ou de l'élevage sur parcours non déclaré à la PAC,</li> <li>- ou des productions spécifiques telles que l'apiculture, l'héliciculture et la myciculture.</li> </ul> </li> </ul>
Coûts éligibles	Non concerné
Inéligibilités	Non concerné
Eligibilité temporelle des dépenses	Non concerné
Ligne de partage PSR/crédits régionaux ou nationaux	Le volet Outil de production de la Dotation Nouveaux et Jeunes Agriculteurs (DNJA) est compatible avec le prêt d'honneur de la Région.
Ligne de partage FESI	
<b>3. Modalités d'octroi de l'aide</b>	
Principes de sélection	<p>La sélection se fera sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la compétence professionnelle du demandeur,</li> <li>- la maturité technico-économique du projet,</li> <li>- la solidité financière du projet,</li> <li>- l'anticipation des risques climatiques et sanitaires.</li> </ul> <p>Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dûment identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges du dispositif.</p>
Fonctionnement du dispositif	Au fil de l'eau
Bonifications éventuelles	Non concerné

**Commenté [LC1]:** Justification modification: l'autorité de gestion ajoute la rédaction prévue dans les autres dispositifs afin de prendre en compte d'autres démarches de certification environnementale reconnues par l'Autorité de gestion. Les certifications reconnues sont spécifiées dans le cahier des charges.

Montants et taux maximum d'aide publique	Dotation décomposée en 2 volets			
	Volet trésorerie			
	Modulation	Montant	Condition à respecter	Définitions et vérifications des conditions
	Zone d'installation	Plaine : 13 000 € ou Zone défavorisée simple : 15 000 € ou Montagne: 17 000 €	Le siège d'exploitation et 80% des surfaces se trouvent dans la zone	La condition est vérifiée au moment de la demande de paiement de l'acompte
	Installation hors cadre familial	5 500 €	-installation en individuel ou par création de société : l'exploitant précédent n'est ni père/mère, ni conjoint (marié, pacsé), ni père/mère du conjoint du jeune agriculteur – pour 90% minimum des surfaces ou du foncier exploités  -installation par intégration dans une société existante : aucun des associés exploitants au moment de l'entrée du JA dans la société , n'est père/mère/frère/sœur/ conjoint (marié/pacsé)/ père ou mère du conjoint (marié/pacsé) du jeune agriculteur	Cette condition est vérifiée au moment de la demande de paiement de l'acompte
	Reprise AB	Cas 1 :10 000 €  ou  Cas2 : 4 000 €	Cas 1 : S'installer sur une exploitation avec 85 % minimum des terres exploitées déjà en AB, et représentant plus de 5 ha  ou  Cas 2 :S'installer avec reprise de terres AB (minimum 1 ha, quelle que soit la superficie exploitée)	Ces conditions sont vérifiées au moment de la demande de paiement de l'acompte

	<p><b>Volet Outil de Production</b></p> <p>Le montant du volet outil de production est forfaitaire et s'établit sur la base des dépenses du projet d'installation et en fonction des filières. Les conditions seront vérifiées à la demande de paiement de l'acompte et du solde.</p> <p>Le cahier des charges précise les modalités de mise en œuvre du volet outil de production (montants, seuils, filières).</p> <p>Les dépenses prises en compte sont de type :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les parts sociales de l'exploitation</li> <li>- Les bâtiments agricoles (hors habitation)</li> <li>- Les parts sociales de coopératives ou CUMA</li> <li>- Le cheptel</li> <li>- Le matériel (investissement dans du matériel, et/ou factures d'utilisation de matériel en CUMA) plafonné à 80 000 €</li> <li>- Le foncier plafonné à 50 000 €</li> <li>- Les cotisations annuelles d'adhésion au Service de remplacement</li> </ul>
<b>4. Nature et montant de l'aide</b>	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région
<b>5. calcul du montant de l'aide</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	Non concerné
Plafonds (en dépenses éligibles)	Non concerné
Modalités de versement	2 versements (acompte et solde) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 80% maximum de la dotation sur production des justificatifs nécessaires à l'acompte</li> <li>- le reste de la dotation à l'issue de la durée d'engagement (date d'attribution de l'aide + 4 ans)</li> </ul>
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Oui
Précisions éventuelles	
Réglementation aides d'Etat	Soumis à l'article 42 TFUE
Maintien des dépenses	Non concerné